



Déclaration préalable

Conseil supérieur de l'éducation du 29 janvier 2025

Madame la Ministre d'Etat,

Madame la directrice générale de l'enseignement scolaire,

Monsieur le président du CSE,

Monsieur le chef de service,

Mesdames et messieurs les membres du CSE,

Pourquoi le programme d'éducation à la sexualité concentre-t-il toutes ces attaques et outrances envers celles et ceux qui le portent, le soutiennent et demain l'enseigneront ?

Et bien parce que ce programme arrive à un moment clé de l'histoire de notre système éducatif.

Ce moment de l'histoire où les conservateurs, les rétrogrades tentent de rejouer une question tranchée il y a des décennies :

L'école de la République doit-elle instruire ou éduquer ? Comme si, d'ailleurs, instruire et éduquer se repoussaient.

Nous avons tous ici la conviction que l'école de la République doit éduquer :

- Eduquer à comprendre et à respecter l'autre dans sa singularité, dans son altérité.
- Eduquer à vivre ensemble.

C'est au cœur même de sa mission : rassembler, unir en construisant une société de citoyens éclairés, forts de leur libre arbitre.

Celles et ceux qui agitent les peurs et combattent ce programme par tous les moyens ne reconnaissent pas à l'école de la République cette mission d'éducation, d'information, de prévention et de protection. Ils se pensent investis d'un combat civilisationnel et ne reconnaissent à l'école que le droit d'instruire leur enfant.

Ces parents qui se veulent vigilants, en colère... forment une galaxie organisée et méthodique, derrière laquelle se cachent des partis d'extrême-droite. Ils agissent en meute, tapis dans l'anonymat confortable des réseaux sociaux.

Ils ont un projet funeste pour l'école publique de notre pays, contestent certains programmes, militent pour des oublis de pans entiers de notre histoire, prônent un strict choix des livres à lire à l'école, et vont même jusqu'à contester l'école inclusive... Ce projet de division, ils tentent de le diffuser en prospérant sur les maux de l'école, sur les maux de la société. Ce projet, nous le rejetons en bloc !

Alors oui, ce programme est indispensable pour lutter contre les stéréotypes, pour apprendre aux enfants de la maternelle au lycée :

- Que l'on a le droit de dire non aux gestes que l'on ne veut pas recevoir ;

- Que d'exposer l'intimité de son corps sur les réseaux sociaux est dangereux ;
- Que le viol est un crime ;
- Que l'homophobie est un délit ;
- Que d'avoir ses premières règles est normal ;
- Que filles et garçons sont égaux en toute chose,

Ou encore :

- Que l'on peut aimer selon son choix en toute sécurité et en prenant soin de l'autre ;
- ...

Alors oui, ce programme est essentiel car il permettra d'informer, de protéger et de construire une autre société.

Il libérera la parole là où la famille ne permet pas d'exprimer les questions qu'un enfant n'ose pas toujours poser pour des raisons culturelles, intimes ou religieuses.

Chaque séance donnée dans le cadre de ce programme sera une porte ouverte pour libérer la parole et permettre de trouver un espace pour être, nous l'espérons, entendus.

Ce programme est une nécessité absolue pour légitimer chaque séance dispensée par les enseignants et intervenants, rassurer les parents et permettre à l'école de remplir sa mission d'éducation dans le dialogue, sans contestation.

Alors ce texte doit être ambitieux, réaliste et en phase avec son temps. A l'heure de l'accès à la pornographie en un clic, de la toute-puissance des algorithmes des réseaux sociaux, il ne doit rien ignorer des dangers qui guettent les enfants. Nous proposons et soutenons un certain nombre d'amendements allant dans ce sens.

Alors madame la Ministre, entendez nos propositions d'amendements et portez avec nous cette ambition largement partagée dans cette instance d'une école qui protège et montre que construire un autre monde est possible.

Ne cédonz rien aux rétrogrades et à celles et ceux qui combattent notre vision progressiste, émancipatrice et citoyenne de l'école de la République.

Je vous remercie de votre écoute.